



François Hollande en meeting à Besançon (Doubs), mardi. Le programme fiscal du socialiste est basé sur l'imposition des entreprises et les ménages les plus aisés. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

En matière budgétaire, Sarkozy accuse le PS de précipiter le pays dans le chaos, et Hollande pointe les mensonges du Président. «Libération» décrypte leur programme fiscal.

## ÉDITORIAL

Par VINCENT GIRET

## Politique

Pour dire la singularité de cette étrange campagne, le philosophe Jean-Pierre Dupuy a exprimé sa «*honte*» d'avoir vu «*la politique se laisser humilier par l'économie, la puissance par l'intendance*».

On peut certes trouver le propos excessif, mais il est un fait que la crise – ses réalités comme ses menaces – a aiguillonné, imprégné, façonné tous les débats comme jamais sous la V<sup>e</sup> République. Chaque candidat a même dû accepter de se laisser interroger comme s'il passait un grand oral d'économie. Dans un ultime baroud d'honneur, Nicolas Sarkozy a cru devoir brandir, cette semaine, le spectre d'un troisième tour – économique et financier cette fois – qui viendrait terrasser la France en cas de victoire du candidat socialiste.

Au procès de l'irresponsabilité qu'intente la droite à la gauche, on peut légitimement répliquer qu'une austérité généralisée, aveugle et injuste n'a jamais fait une politique. Et surtout ne crée pas de croissance. La preuve par la Grèce.

Mais, à quelques jours du premier tour, force est de constater que cette «*autre politique*» n'est dessinée qu'en filigrane. L'enquête que publie *Libération* démontre certes que les grands choix politiques et économiques, fiscaux notamment, ne sont pas identiques, et souvent même diamétralement opposés. Mais les «*programmes de redressement*»

comportent trop de paris incertains sur l'avenir pour être tout à fait crédibles. C'est aussi l'un des effets de la crise : dans un monde interconnecté, nul ne peut plus prétendre détenir la recette magique de la croissance. Le politique n'a pas abdiqué, mais il ne peut plus prétendre à la toute puissance, ni jouer les cavaliers solitaires.

# PS-UMP: la bataille de la rigueur

Par GRÉGOIRE BISEAU

La guerre comme à la guerre. A la veille d'une confrontation inédite de meetings géants samedi à Paris (*lire pages 10-11*), avant un premier tour qui s'annonce de plus en plus délicat pour Nicolas Sarkozy, la majorité joue à faire peur, en annonçant un cataclysme économique-financier en cas de victoire de la gauche. Un vrai film catastrophe, écrit par des scénaristes (un brin fatigués) qui n'ont reculé devant aucuns effets spéciaux. Pourvu qu'ils frappent les esprits.

Dans le Val-d'Oise, jeudi en début d'après-midi, Nicolas Sarkozy déclarait ainsi : «*En 1981, les socialistes ont fait la fête avec votre argent pendant deux ans. En 2012, ça durera deux jours.*» Juste avant de planter le décor : «*En Espagne, sept ans de socialisme [Il insiste, ndr], sept ans de socialisme, regardez ce qui se passe aujourd'hui [...] : baisse des salaires, des pen-*

## L'ESSENTIEL

### LE CONTEXTE

*Libération* a testé les propositions fiscales des deux principaux candidats.

### L'ENJEU

Quelles catégories sociales seront les plus touchées, qui des entreprises et des particuliers sera épargné ?

sions et des retraites, des bourses d'étudiants, hausse de 200% du chômage. Je ne veux pas de cette situation pour la France.» Et, quand ce n'est pas l'Espagne qui menace, c'est évidemment la... Grèce. Version Sarkozy : «*Vous voulez la gauche, vous aurez la Grèce.*» Ou, option NKM, sa porte-parole : «*La gauche au volant, c'est la Grèce au tournant.*» Avant le spectre hellène, la droite promet une attaque

des marchés financiers. Mardi à Versailles, François Fillon, qui avait décrété une France en «*état de faillite*» en septembre 2007, assure, solennel, que si la gauche remet en question le traité européen au lendemain du 6 mai, «*à cette minute-là, la spéculation contre la monnaie européenne reprendrait de plus belle, sauf qu'il n'y aura plus personne pour l'empêcher.*»

Dans une interview au *Figaro Magazine*, Alain Juppé lui embraye le pas et dénonce un programme socialiste «*profondément dangereux*», car il risque de «*replonger l'économie française et la zone euro dans des turbulences*». N'en jetez plus.

**TRAJECTOIRE.** Tout cela, en réalité, est peu crédible. Depuis son entrée en campagne, François Hollande a calé sa trajectoire de retour à l'équilibre des finances publiques sur celle du gouvernement. Seule différence : au lieu de viser la date de 2016,

le candidat socialiste promet le zéro déficit en 2017. Mais avec des conditions de croissance sensiblement identiques dans les deux scénarios. Seule varie, en réalité, la répartition de l'effort entre économies sur les dépenses d'un côté et nouvelles recettes

**«La gauche au volant, c'est la Grèce au tournant.»**

Nathalie Kosciusko-Morizet

tes de l'autre (*lire pages 4 et 5*). A la fin du quinquennat, la gauche prévoit ainsi un taux de prélèvement obligatoire (en clair, le poids des impôts) de 46,9% contre 45,6% pour la droite. Peu probable que ce point de différence fasse effectivement paniquer les marchés. De l'aveu même d'un conseiller de Nicolas Sarkozy, en cas de victoire de la gauche, «*il n'y a pas de grand risque de dérapage des finances publiques, tout simplement parce que François Hollande a parfaitement conscience qu'il n'a pas d'autres choix que de tenir ses*



Nicolas Sarkozy en meeting à Marseille, le 19 février. Le président-candidat propose, sans surprise, d'importants allègements fiscaux en faveur des entreprises. PHOTO LAURENT TROUDE

engagements». Avant, néanmoins, d'ajouter ce gros bêmol: «Le programme socialiste reste cependant une vraie menace pour notre économie, car il ne prend pas la mesure de notre déficit de compétitivité.» Et la droite de crier au matraquage fiscal, sur les classes moyennes et les entreprises.

«**HURLER.** La gauche, de son côté, dénonce les impôts «cachés» du candidat UMP, et une austérité risquant de pénaliser la croissance. La semaine dernière, Terra Nova, le think tank proche du PS, assurait ainsi que Sarkozy préparait «le plus important plan de rigueur depuis 1945». Jeudi, Jérôme Cahuzac, le président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, accusait le gouvernement de «dissimuler les presque 25 milliards d'euros d'impôts qu'en réalité il prétend imposer». François Hollande a même laissé entendre que le gouvernement avait pu «maquiller les comptes de la France». Ce qui a fait hurler Valérie Pécresse, la ministre du Budget.

Au-delà de ces joutes, aucun des deux camps ne s'est risqué à entrer dans les détails de leur programme. Si la gauche a relativement bien explicité ses futures hausses d'impôt, elle se refuse à justifier sa baisse d'une cinquantaine de milliards des dépenses publiques. Quant à la droite, les chiffres qu'elle avance sur ses économies apparaissent très peu crédibles.

Ces questions auraient pu faire l'objet d'un débat national. Elles ont constitué, au final, le grand tabou de la campagne. ◀

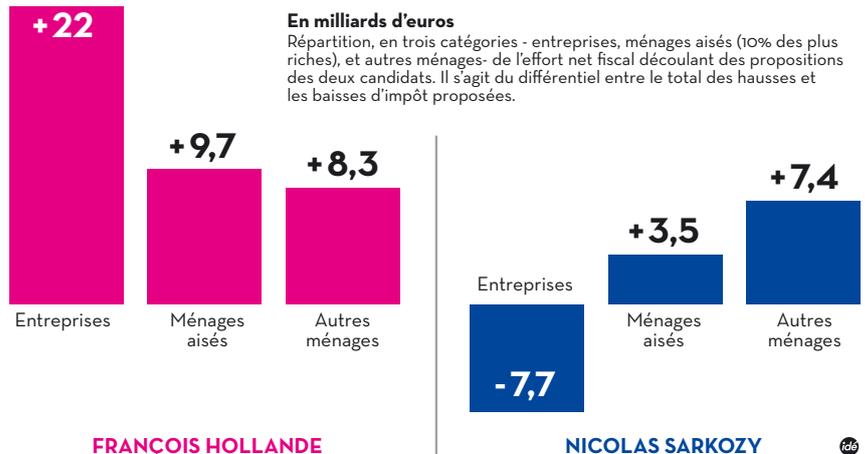
Les programmes des deux candidats reflètent les choix historiques droite-gauche.

## A chacun ses cibles fiscales

Retour du clivage gauche-droite sur la fiscalité. A la lecture des programmes économiques des deux principaux candidats à la présidentielle, la différence de traitement réservé, respectivement, aux entreprises, aux ménages aisés et au reste de la population est loin d'être neutre pour chacune de ces trois catégories.

Selon nos calculs, basés sur les mesures proposées par les deux candidats (1), Nicolas Sarkozy poursuivrait, sans grande surprise, une politique de l'offre caractérisée par un important allègement des prélèvements obligatoires pesant sur les entreprises. Une baisse financée par l'ensemble des ménages. A l'inverse, François Hollande avance un programme de recettes fiscales largement basé sur le monde productif et, dans une moindre mesure, sur les ménages les plus aisés.

Ainsi, d'après le bilan net des efforts demandés à chacune des trois catégories, c'est-à-dire en cumulant les hausses et les baisses d'impôts pour chacune d'entre elles, le programme du président sortant, s'il était réélu, reviendrait à accorder, d'un côté, 7,7 milliards d'allègements nouveaux pour les entreprises et à ponctionner, de l'autre, 3,5 milliards aux ménages les plus aisés (les 10% les plus riches) et 7,4 milliards au reste de la population. Ce déséquilibre entre catégories est essentiellement dû à une mesure: la TVA sociale, qui transférerait plus de 13 milliards d'euros des ménages vers les entreprises, en augmentant de 1,6 point la TVA pour les consommateurs, et en supprimant les cotisations «familiales» (5,4%) d'une partie des employeurs. Un dispositif déjà voté, qui ne fait donc pas partie, officiellement, du programme du candidat Sarkozy, mais qui n'en



traiterait en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> octobre. Et que François Hollande, surtout, s'est engagé à abroger en cas de victoire à la présidentielle. Difficile, dans ces conditions, de ne pas le prendre en compte comme élément de différenciation entre les deux prétendants à l'Élysée.

**Remise en cause.** Le candidat socialiste, de son côté, s'engage à solliciter, de façon nette, les trois catégories. Et, avant tout, les employeurs. Il propose ainsi de prélever 22 milliards dans les caisses des entreprises, 9,7 milliards dans la poche des plus hauts revenus et 8,3 milliards auprès du reste de la population. Concrètement, plus d'un quart des 40 nouveaux milliards dégagés proviendrait de la remise en cause de mesures adoptées sous le précédent quinquennat, notamment en faveur des entreprises et des plus aisés (retour sur une partie de la réforme de la taxe professionnelle, relèvement de l'ISF,

### En milliards d'euros

Répartition, en trois catégories - entreprises, ménages aisés (10% des plus riches), et autres ménages- de l'effort net fiscal découlant des propositions des deux candidats. Il s'agit du différentiel entre le total des hausses et les baisses d'impôt proposées.

des droits de successions...), mais aussi du reste de la population (heures supplémentaires défiscalisées). S'ajouteraient de nouveaux prélèvements pour financer la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans (5 milliards pour les entreprises et les ménages), l'alignement de la fiscalité du capital sur le travail (4,5 milliards) ou encore la création de deux nouvelles tranches d'impôt pour les hauts revenus (près d'un milliard).

Au total, l'effort fiscal net demandé par le candidat socialiste serait près de dix fois plus élevé que celui du président sortant. Dans son objectif de retour à l'équilibre (lire page 5), Sarkozy mise en effet davantage sur les économies de dépenses publiques. Ce qui peut s'analyser comme un effort demandé aux ménages les moins aisés, bien moins «armés» financièrement face à une baisse de régime des services publics. Cette différence, en volume, des efforts

fiscaux demandés par les deux candidats est à relativiser. Sur le papier, Hollande augmenterait en effet de 40 milliards l'effort fiscal net, contre un peu plus de 3 milliards pour Sarkozy (qui ne compense cependant pas sa baisse des droits de mutation de 4 milliards).

**Différence.** Mais ces chiffres, issus des propositions électorales des deux candidats, et qui correspondent au rendement attendu en 2016, viennent se cumuler avec les différentes hausses d'impôts adoptées depuis 2010, et dont le niveau atteint déjà plus de 30 milliards. Bref, la différence entre l'effort fiscal net demandé par Hollande en 2016 par rapport à 2010 (plus de 70 milliards) et par Sarkozy (près de 35 milliards) serait finalement du simple au double. Mais ne pèserait pas, et de loin, sur les mêmes catégories.

LUC PEILLON

(1) Le détail des mesures, classées par catégories, sur [liberation.fr](http://liberation.fr).

# Hollande L'impôt de départ

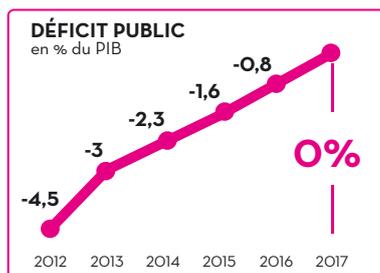
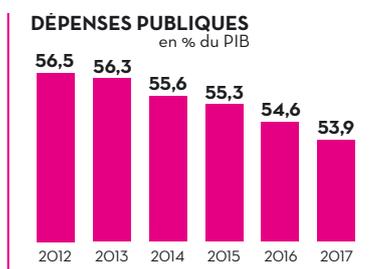
Les impôts d'abord. Dans son plan de retour à l'équilibre des finances publiques en 2017, soit un an après la date retenue par Nicolas Sarkozy, le candidat socialiste mise avant tout sur la fiscalité: la hausse des prélèvements obligatoires devrait ainsi représenter 60% des 135 milliards qu'il lui faut trouver dans cinq ans par rapport au déficit public 2010 (115 milliards de déficit + 20 milliards de mesures nouvelles promises lors de la campagne). Le reste - 40% - étant généré par des économies sur les dépenses publi-

ques. Des proportions quasi inverses de celles défendues par Nicolas Sarkozy dans son projet (*lire ci-contre*). Reste que si les efforts d'économies sont moins importants pour Hollande que pour Sarkozy, le candidat socialiste se garde bien d'en livrer les détails précis, contrairement à son challenger. Quant au volet recettes, il vient s'ajouter aux précédentes mesures fiscales adoptées ces dernières années, et que François Hollande, pour la plupart d'entre elles, n'a pas l'intention de remettre en cause.

Au-delà de ces deux sujets (*lire ci-dessous*), Hollande - tout comme son concurrent - fait un pari audacieux: celui d'une croissance relativement élevée à partir de 2014, comprise entre 2% et 2,5%. Problème: la France n'a connu, lors de la décennie qui a précédé la crise de 2008, une croissance moyenne annuelle de son PIB que de 1,7%. Ce qui n'empêche pas François Hollande, dans son programme, de qualifier ces hypothèses de «prudentes et réalistes». Cet indicateur est pourtant essentiel dans la stratégie de retour

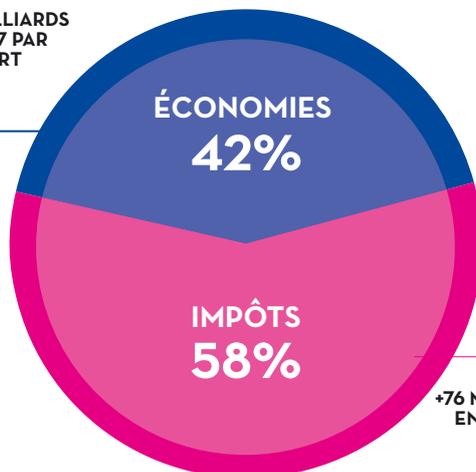
à l'équilibre du candidat socialiste pour la partie recettes, mais plus encore pour le volet économiques. Un décalage entre la croissance attendue et ce qui pourrait réellement advenir risque de constituer un vrai problème pour le futur gouvernement. Pas tant à cause de la sanction éventuelle des marchés, qu'en raison des foudres de Bruxelles, qui, suite au renforcement des sanctions liées au respect de l'équilibre budgétaire, ne manqueraient pas de s'abattre sur la France.

LUC PEILLON

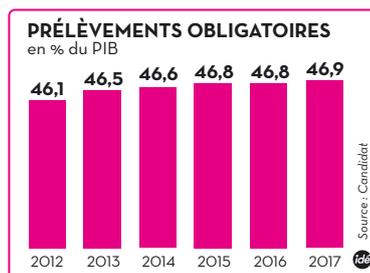
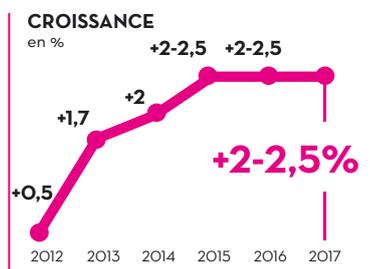


**REPARTITION DE L'EFFORT FINANCIER**  
Entre économies sur les dépenses et recettes nouvelles, pour parvenir à l'équilibre des comptes publics en 2017

**+55 MILLIARDS EN 2017 PAR RAPPORT À 2010**



**+76 MILLIARDS EN 2017 PAR RAPPORT À 2010**



## LES POINTS QUI FÂCHENT

### Des économies qui ne font pas dans le détail

Pour atteindre 50 milliards d'économies sur les dépenses en 2017, François Hollande défend une recette apparemment simple: limiter la hausse des dépenses publiques à 1,1% en volume (c'est-à-dire en plus de l'inflation). «Avec une hausse de 2% de la croissance du PIB, cela crée un différentiel de près d'un point, qui, rapporté aux 1100 milliards de dépenses annuelles, représente 10 milliards par an, et 50 milliards au bout de cinq ans», explique l'entourage du candidat. Le problème, c'est que le rythme de progression des dépenses publiques ne suit pas toujours l'évolution du PIB. Ainsi, selon l'économiste François Ecalle, cette limitation doit plutôt être rapportée à «l'évolution

spontanée» des dépenses publiques, due, entre autres, aux dépenses d'assurance maladie, aux retraites, aux salaires des fonctionnaires, ou à la croissance du nombre d'agents publics. Cette limitation à 1,1% des dépenses reviendrait donc à une «diminution de la hausse», par an, de 0,6 point par rapport à l'augmentation «naturelle» moyenne de 1,7% par an des dépenses publiques observée depuis 2007. Or, passer de 1,7% à 1,1% nécessiterait 6,6 milliards d'économies chaque année. Mais, comme Hollande mettrait en cause des mesures qui ont permis de freiner cette augmentation (Révision générale des politiques publiques - RGPP -, non-remplacement d'un fonc-

tionnaire sur deux partant à la retraite...), rappelle François Ecalle, c'est plutôt par rapport à la hausse spontanée des dépenses observée entre 1997 et 2007 - 2,3% par an - que devra agir Hollande. Soit un différentiel de 1,2 point, c'est-à-dire 13,2 milliards d'euros supplémentaires chaque année jusqu'en 2017. Autre problème: à la différence de Sarkozy, qui détaille les postes d'économies, de façon parfois peu crédible, Hollande ne précise aucun domaine d'économies. A moins de conserver, en partie, des mesures déjà votées par Sarkozy, comme la RGPP, le gel du point d'indice des agents publics ou le non-remplacement de fonctionnaires...

L.P.

### Un plan qui garde des recettes de la droite

Côté recettes, Hollande ne fera pas table rase de toutes les hausses d'impôt votées avant son arrivée. Du moins pour la plupart d'entre elles. Il pourra ainsi compter, en cas d'élection à l'Élysée, sur un matelas d'une trentaine de milliards de recettes annuelles nouvelles par rapport à 2010, dont plus de la moitié sont issues des deux derniers plans d'austérité de la fin 2011. Or, François Hollande ne s'en vante pas beaucoup. Et pour cause: si les prélèvements supplémentaires sur les entreprises ou les ménages aisés ne lui posent pas de problème politique, d'autres mesures d'augmentation générale des impôts sont plus difficiles à conserver pour un président de gauche. Il en est

ainsi du gel du barème de l'impôt sur le revenu de 2012 et de la hausse du taux réduit de TVA de 5,5% à 7% (2 milliards d'euros attendus en 2016), même s'il en exclura finalement le livre. Même chose pour la hausse de la CSG pour les salariés (0,6 milliard), qui devrait être pérennisée. Autant de mesures qui toucheront l'ensemble des ménages. Nouvellement élu, François Hollande devrait, par contre, revenir sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu pour 2013 (1,7 milliard) et sur la hausse de la taxe sur certains contrats de mutuelle (1,1 milliard), indique son entourage. Deux suppressions qui seraient financées par l'augmentation de deux points de la CSG sur les

revenus du capital, instaurée par Nicolas Sarkozy dans son paquet «TVA sociale». Car si François Hollande supprimera ce dispositif destiné à améliorer la compétitivité des entreprises, et qui ne doit pas s'appliquer avant octobre, il gardera cette hausse de la fiscalité du patrimoine. Au total, entre mesures antérieures conservées et nouveaux impôts, le candidat socialiste devrait obtenir, par an, 76 milliards de recettes supplémentaires en 2016 par rapport à 2010. Pour boucler son effort total de 135 milliards en 2017, dont 80 milliards de recettes, il compte également sur 4 ou 5 milliards de croissance «spontanée» des recettes fiscales.

L.P.

# Sarkozy Nouvelle tournée de coupes

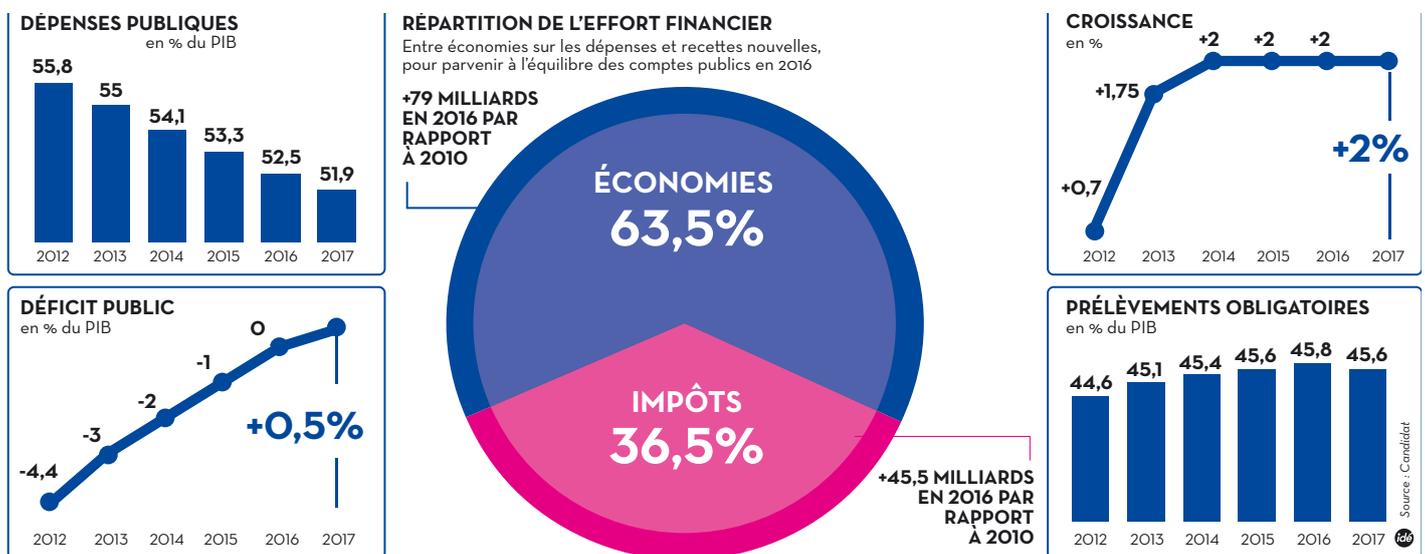
Cap sur la rigueur et la réduction de la dépense. Dans son plan de retour à l'équilibre des finances publiques, dès 2016, soit un an avant François Hollande, Nicolas Sarkozy mise en premier lieu sur des coupes drastiques. Elles représentent les deux tiers (64%) d'un effort total estimé à 124,5 milliards d'euros en 2016 par rapport à 2010 (115 milliards de déficit et 9,5 milliards de mesures électorales). Du jamais-vu en France, où le dernier plan de rigueur portait aux trois quarts sur des hausses d'impôt.

A la différence de Hollande, le président sortant a cherché à détailler des mesures censées ramener la progression de la dépense de 1,7% par an depuis 2007 à 0,4%, hors inflation. Une gageure au vu des maigres résultats obtenus lors du quinquennat : cinq années de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, soit 160 000 postes supprimés, n'auront, par exemple, permis d'économiser que 2 milliards d'euros. Si cet ambitieux plan constitue l'essentiel de sa stratégie de retour à l'équilibre, Nicolas

Sarkozy compte également sur des recettes dont il assure que la majeure partie (32 milliards) est déjà votée. Là encore, il opte pour l'exhaustivité en documentant des recettes nouvelles pour lesquelles le rendement peut apparaître exagérément élevé. Au total, son plan doit permettre une moindre hausse des prélèvements obligatoires (45,6% du produit intérieur brut en 2017 contre 46,9% pour François Hollande), même si ce taux atteindra un niveau record dans tous les cas de figure.

Enfin, comme François Hollande, Nicolas Sarkozy mise sur le retour régulier d'une croissance de 2% par an à partir de 2014. Il fait également le pari audacieux que certaines de ses mesures devraient s'autofinancer. Un optimisme que résume bien l'idée du « choc de compétitivité » qu'est censé apporter l'instauration d'une TVA sociale. Et, comme pour le premier quinquennat, il ferait des entreprises les grandes gagnantes fiscales des premières années du second.

CHRISTOPHE ALIX



## LES POINTS QUI FÂCHENT

### Des baisses de dépenses publiques un peu grosses

Haro sur la dépense. Pour parvenir à l'équilibre des comptes publics d'ici la fin 2016, Nicolas Sarkozy promet un effort sans précédent dans un domaine où les résultats n'ont jamais été, jusqu'à aujourd'hui, à la hauteur des objectifs proclamés. La poursuite des économies de personnel devrait ainsi rapporter 7 milliards d'euros supplémentaires, en rythme annuel, en 2016. Maintenu, à l'exception de l'école primaire, la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sera étendue aux collectivités territoriales de plus de 30 000 habitants et devrait ainsi rapporter 2,5 milliards d'euros supplémentaires. Le problème, c'est que cette

règle, dans la fonction publique d'Etat, n'a rapporté que 3 milliards sur le quinquennat, alors que cette dernière est plus importante que la territoriale. Et que l'on arrive déjà, dans certains ministères, au bout de la logique. Par ailleurs, la Constitution garantit aux collectivités locales une autonomie de gestion. Et si les collectivités récalcitrantes seraient « punies » par une baisse de leurs dotations – déjà gelés aujourd'hui –, la faisabilité juridique et constitutionnelle d'un tel malus n'a rien d'évident. Quant aux économies attendues sur l'assurance maladie, elles doivent atteindre 13 milliards pour tenir l'objectif d'une progression des dépenses de santé limitée à 2,5% par an. Alors que

Xavier Bertrand, ministre de la Santé, chiffrerait à 670 millions les économies réalisées sur le prix des médicaments pour 2012, Nicolas Sarkozy entend ainsi réaliser 3 milliards d'économies dans ce domaine en 2016. Plus 3 autres milliards sur les prescriptions... Certaines baisses de recettes liées à des propositions du candidat Sarkozy semblent également sous-évaluées. La baisse de moitié des droits de mutation, d'un coût de 4 milliards d'euros par an, et qui servent à 85% à financer les départements, serait quant à elle « auto-financée » en raison du surcroît de transactions provoqué par la mesure. Tout simplement impossible selon les professionnels...

C.A.I.

### TVA sociale, impôts cachés et cagnotte anticipée

C'est un leitmotiv du discours sarkozyste. A la différence de François Hollande, son programme ne comprendrait aucune hausse d'impôts pour les particuliers. Mais le candidat de l'UMP n'inclut pas la hausse de TVA de 1,6 point (10,6 milliards) qui viendra compenser, en partie, les 13,2 milliards de baisse de charges pour les entreprises. Cet impôt sur la consommation est pourtant payé par tous les ménages et pèse plus fortement sur les plus modestes d'entre eux, qui consomment l'intégralité de leurs revenus. L'argument du candidat de l'UMP est que ce relèvement de TVA ne représente pas une hausse d'impôts dans la mesure où elle est compensée par une réduction des

prélèvements des entreprises et que les deux mesures s'annulent en conséquence. L'UMP fait également valoir que cette TVA sociale ne devrait pas provoquer de hausse des prix et n'aurait qu'un effet très limité, voire nul sur le pouvoir d'achat. Une démonstration infirmée par l'exemple allemand : lors de l'introduction de la TVA sociale outre-Rhin en 2007, la répercussion de 3 points de hausse de TVA sur les prix n'avait certes pas été intégrale, mais une très grande partie a été répercutée, selon la Bundesbank. Le camp Hollande dénonce également des « impôts cachés » évalués à une vingtaine de milliards dans le programme sarkozyste, en se basant sur une hausse des prélèvements obligatoires

de 1,3 point entre fin 2012 et 2016. Le candidat de l'UMP semble enfin pêcher par un excès de recettes quant au produit à venir de certains impôts à venir. Alors qu'elle n'est pas votée au niveau européen, la taxe sur les transactions financières, élargie aux produits dérivés, doit rapporter 3 milliards par an en 2016. Idem avec l'application des règles de droit commun aux géants du Net, qui doit rapporter 500 millions. Cette taxation suppose la révision de conventions fiscales et une harmonisation européenne qui prendra plusieurs années. Mais ces 500 millions annuels sont déjà comptabilisés par Sarkozy. De l'art d'anticiper les recettes...

C.A.I.